

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANCE LUZERNE

COMPLEXE DU MONT BERNARD ROUTE DE SUIPPES
CS10149
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D1 i 2026-159
Code AIOT : 0005701732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement FRANCE LUZERNE implanté 39, rue Charles Lemaire 51240 Pigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2026 intitulée ATmosphères EXplosibles (ATEX) et a pour objet de s'assurer que l'exploitant possède un plan identifiant le zonage ATEX et que les matériels présents dans ces zones est en adéquation avec le risque.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE LUZERNE
- 39, rue Charles Lemaire 51240 Pigny

- Code AIOT : 0005701732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRANCE LUZERNE exploite sur le territoire de la commune Pogny, des installations de stockage de grain au titre de la rubrique 2160-2a relevant du régime de l'autorisation et des installations de conditionnement au titre des rubriques 2260 et 1510 relevant du régime de l'enregistrement.

Le stockage de grain s'effectue dans le silo vertical et sa tour de travail, Le conditionnement des produits destinés à la vente sous forme de big bags et de sacs de 20 kg, s'effectue dans l'ancien silo plat, transformé et adapté à la nouvelle activité, dit "bâtiment de conditionnement".

Le silo vertical présente une capacité de stockage de 148 800 m³, le bâtiment de conditionnement a une capacité de 77 800 m³, la puissance des machines de conditionnement relevant de la rubrique 2260 est de 730 kW.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 2 | Identification des zones à risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Formation d'atmosphère explosive | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67 | Sans objet |
| 4 | Conformité des appareils | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 | Sans objet |
| 5 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A | Sans objet |
| 6 | Surveillance et réseau de détecteurs | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu avec un nettoyage régulier.

Par ailleurs, toutes les vérifications, des matériels électriques et de protection contre le risque incendie, sont correctement exécutées et la gestion des écarts parfaitement assurée par le service maintenance qui organise le suivi dans son système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Néanmoins, même si l'exploitant fait actuellement réaliser l'actualisation de son étude de dangers, aucun plan avec le zonage ATEX n'est présent sur site, et aucune liste justifiant de l'adéquation des matériels en zone ATEX n'a été réalisée.

Ces manquements feront l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...] |
| Constats : Les zones ATEX issues de l'étude de dangers de 2009 sont les suivantes : zone 20 : l'intérieur des filtres fermés, l'intérieur des cellules farines et l'intérieur des circuits surpresseur et transport pneumatique de farine ; zone 21 : la partie interne des filtres ouverts ; zone 22 : la zone d'action des transracleurs dans un périmètre de 1 m, la partie interne des presses, malaxeur et vis doseuse. L'exploitant a indiqué au service de l'inspection qu'une actualisation complète du document était engagée par le bureau d'études présent lors de cette visite. L'exploitant a remis la proposition technique et financière signée en date du 23 février 2026. En effet, l'exploitant n'a pas de plan de zonage ATEX. Le recensement de l'adéquation des matériels dans les différentes zones ATEX n'a pas été réalisé, et le document relatif à la protection contre les explosions est absent. Le bureau d'études a présenté au service de l'inspection les premiers éléments d'actualisation et propose d'intégrer les matériels référencés en zone ATEX dans la Gestion de la maintenance |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>assistée par ordinateur.</p> <p>Le service de l'inspection précise que l'absence de plan actualisé, sur lequel est reporté le zonage ATEX est une non-conformité majeure.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le service de l'inspection propose à la signature de monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que l'exploitant réalise le plan de zonage et recense l'adéquation des matériels dans les différentes zones ATEX.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 2 : Identification des zones à risques

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite in-situ, le service de l'inspection a pu constater une absence partielle d'identification, avec notamment plusieurs étiquettes identifiant les zones 20, 21 et 22 dégradées ou arrachées.</p> <p>Par ailleurs, les consignes sont absentes de l'entrée des zones concernées. Elles se trouvent installées dans l'ascenseur.</p> <p>Le service de l'inspection rappelle que ces consignes doivent être clairement visibles et qu'il conviendra de les indiquer à l'entrée des locaux dans lesquels des zones ATEX sont présentes. Une action corrective est attendue de la part de l'exploitant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le service de l'inspection demande à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacer les étiquettes détériorées ou arrachées ; - indiquer les consignes à l'entrée des locaux dans lesquels des zones ATEX sont présentes. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux |
| Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal. |
| Constats : Lors de la visite, le service de l'inspection a pu constater une ventilation naturelle dans les locaux "ouverts", et une aspiration fonctionnelle qui se met en action lorsque qu'il y a le remplissage d'une ou plusieurs des 216 cellules que contient la zone de stockage. Ces poussières, ainsi aspirées, sont dirigées vers deux boisseaux pour être de nouveau réintégrées au process. Par ailleurs, tous les marquages au sol, constatés par le service de l'inspection lors de cette visite, étaient parfaitement visibles. Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Conformité des appareils

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage |
| Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. |
| Constats : La liste des matériels situés en zone ATEX étant inexistante, le service de l'inspection n'a pas pu, à partir de cette liste, vérifier l'adéquation des matériels avec le zonage ATEX (point de contrôle n°1 qui fait l'objet d'une proposition de mise en demeure). Néanmoins, lors de la visite, le service de l'inspection a vérifié l'adéquation de plusieurs matériels avec le zonage ATEX. Un aspirateur "Pharaon" de type ATEX "CE II 3 D" est présent sur site. Il est à noter que cet aspirateur reste en place dans un zonage non ATEX et est relié à une colonne, permettant ainsi le nettoyage des différentes zones via un réseau de canalisation d'aspiration. Le service de l'inspection a également vérifié l'adéquation d'une sonde rotative à palette située en zone 20 (filtre à manche). L'indication est la suivante: II 1 D Ex ta III C T 110° Ce qui est conforme avec : <ul style="list-style-type: none"> - groupe d'appareil II = industrie de surface - catégorie d'appareils 1 = zone 0/20 - type d'environnement (G=gaz, D=poussières) = D |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- Ex = protection normalisés par le CENELEC pour les appareils électriques Le service de l'inspection n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Installations électriques

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification des installations électriques, Q18, réalisée du 5 au 6 novembre 2025 ; - vérification électrique "silo", rubrique 2160, réalisée le 22 janvier 2026 ; - rapport de la thermographie, Q19, réalisée le 19 février 2026; - vérification visuelle foudre réalisée le 17 novembre 2025. <p>Suite à l'analyse des documents:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la vérification électrique silo, 12 non-conformités sont présentes. Deux concernent l'absence de documents justifiant de l'adéquation du matériel en zone ATEX (point de contrôle n°1, faisant déjà l'objet d'une mise en demeure). Les dix autres concernent des défauts de liaison équipotentielle, et ont toutes été levées par l'exploitant ; - aucun écart n'est présent sur la thermographie ; - la vérification foudre faisait état d'un parafoudre défectueux qui a été également remplacé par le service de maintenance ; - sur la vérification des installations électriques, 30 observations sont recensées, 20 récurrentes et 10 nouvelles. L'exploitant a présenté l'avancée de la levée de ces écarts dans son système de GMAO. Le service de l'inspection a constaté que, en enlevant les 9 blocs autonomes pour lesquels le remplacement est prévu en mai, il ne reste que 4 observations à lever. <p>L'exploitant s'engageant à communiquer les justificatifs de la levée des derniers écarts, le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Surveillance et réseau de détecteurs

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de détecteurs |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"« A. L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. [...]</i> <i>« Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</i> <i>« L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées. [...]"</i></p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite l'ensemble des vérifications des matériels de lutte contre le risque incendie avec notamment la maintenance annuelle du système de protection (détection-extinction), et du système de sécurité incendie (SSI) avec notamment l'extinction automatique dans les étages 1 et 2.</p> <p>Suite à l'analyse des documents, aucun écart n'est présent sur le système de protection ainsi que le SSI, les batteries ont été changées conformément aux données du constructeur.</p> <p>Les colonnes sèches, les robinets d'incendie armés (RIA) ainsi que les extincteurs ont également fait l'objet de la vérification annuelle.</p> <p>Lors de la visite, le service de l'inspection a vérifié par échantillonnage les dates de vérification de plusieurs extincteurs et d'un RIA, les dates coïncident avec les documents transmis.</p> <p>Par ailleurs, le service de l'inspection s'est rendu dans la salle de contrôle, afin de vérifier si des alarmes, notamment sur le système de protection ainsi que sur la thermométrie des cellules étaient présentes.</p> <p>Sur le système de protection et sur les 216 sondes à 8 niveaux des cellules, aucune alarme n'était affichée.</p> <p>Il est à noter que les procédures du fabricant sont affichées à coté de la centrale avec:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesures immédiates en cas de message défaut ; - mesures immédiates en cas de message alarme. <p>Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part du service de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |